

Hollande, Gattaz, Obama, comme larrons en foire

« Vous pouvez l'applaudir ! », a déclaré Hollande aux États-Unis, devant une assemblée de 3000 patrons. Il parlait du président du Medef, Pierre Gattaz, qu'il avait emmené avec lui pour rencontrer Obama et des patrons américains et français installés sur place.

En fait, si les capitalistes peuvent applaudir Gattaz, qui est un des leurs, ils peuvent surtout applaudir Hollande qui a pourtant été élu avec les voix de nombreux travailleurs qui espéraient que sa politique serait moins pire que celle de Sarkozy.

Dans la foulée, le président de la république a aussi donné l'accolade à Carlos Diaz, leader du mouvement dit des « pigeons », ces patrons de start-up qui ont obtenu des suppressions de taxes sur les plus-values à la revente à l'aide d'une simple pétition sur Internet. Diaz a quant à lui affirmé qu'il avait adoré le discours de Hollande. On le comprend.

Obama, lui, s'est affirmé de son côté très content des expéditions militaires de Hollande. Celui-ci fait la police à sa place en Afrique, au moment où les États Unis redéployent leurs forces en direction de l'Asie. Même si chacun tente de privilégier ses propres intérêts, les puissances impérialistes savent parfois s'entendre pour imposer leur loi aux peuples des pays pauvres.

De nouveaux cadeaux pour le patronat

Si tout ce beau monde se congratule et s'embrasse, c'est bien évidemment parce qu'ils sont tous d'accord sur un point essentiel : faire payer la crise aux travailleurs en réduisant ce qu'ils appellent « les charges des entreprises », c'est-à-dire en diminuant la partie différée de nos salaires, notamment les cotisations qui servent à financer les allocations familiales, la sécurité sociale, les allocations chômage, etc.

Le gouvernement a notamment promis à Gattaz la liquidation des cotisations familiales payées par les entreprises d'ici à 2017, ce qui représente un nouveau cadeau de 35 milliards d'euros et la soumission à une vieille revendication patronale,

lequel vient après le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) évalué à 13 milliards d'euros en 2013 et à 20 milliards en 2014.

Pour compenser, le gouvernement annonce qu'il faut trouver 50 milliards d'économie. Une fuite, peut-être volontaire, a révélé qu'il pourrait les trouver dans les poches des fonctionnaires en supprimant les avancements d'échelon automatiques et dans celles des chômeurs qui verraient baisser leurs indemnités. Cela a été démenti, mais il est clair que ce projet fait toujours partie des objectifs du gouvernement...

Face à une telle générosité, Gattaz ne s'est pas contenté d'applaudir, il en a réclamé davantage en déclarant cyniquement à la descente de l'avion qu'il n'était pas question que le « pacte de responsabilité » comporte des contreparties, que les patrons n'avaient aucune intention de s'engager à embaucher en échange de ce déluge de cadeaux. Cette fois, il en avait fait un peu trop.

S'il était évident que le fameux million d'emplois annoncé n'était qu'une blague de plus, Hollande aurait préféré que son partenaire ne le crie pas sur les toits.

Gattaz s'est donc fendu d'une petite phrase pour revenir sur ses déclarations, mais nul n'est dupe : les patrons empochent les cadeaux et l'emploi n'est pas leur préoccupation.

Faisons leur ravalier leur arrogance

Difficile donc d'afficher plus ouvertement un mépris complet des travailleurs, des chômeurs, de tous ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui se demandent comment ils s'en tireront une fois à la retraite. Si tous ces nantis et les politiciens à leur service peuvent manifester une telle morgue, c'est parce que les travailleurs ne réagissent qu'au coup par coup, en ordre dispersé. Mais si nous savons nous unir, agir tous ensemble, coordonner nos luttes, organiser une véritable riposte d'envergure nationale, nous pouvons être assurés qu'ils devront non seulement changer de langage et nous respecter, mais céder à nos revendications.

Négociations obligatoires, augmentations facultatives

0,8 % d'augmentation en moyenne des salaires en 2014 : c'est le résultat des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) du vendredi 14 février. Et encore, nombre de salariés n'auront rien du tout.

Pour les APR (Agents Professionnels Renault), ce sera 0,5 % d'Augmentation Générale des Salaires (AGS), avec un talon de 100 €/an (8€/mois) et 0,3 % d'AI. Une aumône.

Disparition des AGS : au voleur !

Cette année comme en 2013, les ETAM n'auront pas d'AGS. Côté Augmentations Individuelles, ce n'est guère mieux : 0,8 %. Une moyenne, car 50 % des ETAM n'auront pas d'AI.

La direction va même plus loin dans l'individualisation des rémunérations en mettant en place une prime de performance individuelle : 500 € pour 40 % des ETAM. Loin de récompenser soi-disant les meilleurs, l'objectif est de justifier le coup de froid sur les salaires, en mettant les salariés en compétition. Une prime arbitraire et loin du compte.

Beaucoup pour peu, peu pour beaucoup

Les cadres auront droit en 2014 à 1 % d'AI. Les plus hauts cadres toucheront une bonne PPG (Prime de Performance Groupe ou PVG, Part Variable groupe). Mais beaucoup n'auront pas d'augmentation et une petite Prime de Performance Individuelle (PPI), voire pas de prime du tout. Des AGS pour les cadres : c'est le mode de rémunération qui serait le plus juste.

A quoi ça sert de faire des bénéfices ?

En 2013, Renault a fait 1,2 milliard de marge opérationnelle (3 % du chiffre d'affaire) et 586 millions d'euros de bénéfice net. Mais qu'est-ce que ça rapporte aux salariés à part des destructions d'emplois, le gel des salaires et la détérioration des conditions de travail ? Il est temps que ça change.

1,7 milliard dans le porte-monnaie

2,5 milliards de Free Cash Flow cumulé sur 3 ans, c'est 500 millions de plus que l'objectif fixé. Résultat : Renault possède 1,7 milliards de liquidités rien que pour sa branche auto. De quoi financer des embauches et des augmentations de salaire.

Chers actionnaires...

Les actionnaires ne seront pas pénalisés par la baisse des dividendes venant de Nissan : ils toucheront 1,72 euros par action comme l'an dernier (508 millions d'euros de dividendes versés en 2013).

La direction de Renault a en effet décidé de combler cette baisse par un apport exceptionnel de 105 millions d'euros de dividendes pris directement sur les bénéfices de Renault, une première depuis 2008. Une direction aux petits soins pour ses actionnaires.

La mondialisation des licenciements

Pas sûr que les salariés qui ont posé des questions à l'Open Forum du 13 février soient rassurés. Aux Roumains inquiets de l'avenir de Pitesti mis en concurrence avec Tanger, Ghosn a répondu que l'avenir de chaque site dépendra de sa performance.

Quant aux questions des Russes sur les réductions d'effectif, Ghosn a déclaré qu'il avait toute confiance dans le nouveau directeur, Bo Andersson, pour « transformer » Avtovaz. Alors qu'un quart des 102 000 emplois a déjà été supprimé depuis l'arrivée de Renault, 7500 emplois doivent encore disparaître (2500 licenciements et 5000 départs volontaires), soit 10 % des 73 000 salariés de Togliatti.

Ghosn se moque bien du sort des salariés : c'est à la Bourse qu'il rend des comptes.

Les réductions d'emplois tuent l'emploi

80 % des véhicules fabriqués après 2016 devraient l'être sur des plateformes communes Renault-Nissan. La part des modules communs devrait aussi doubler. C'est l'objectif de Ghosn.

Mais ces synergies signifieront-elles un travail commun ou une mise en concurrence des bureaux d'études de Renault et de Nissan ? Qui concevra ces plateformes et ces modules, alors que la baisse des effectifs de l'Ingénierie au Technocentre met en danger ses capacités d'études ? Pour briser ce cercle infernal, il faut embaucher.

Indicateurs, mais de quoi ?

La prime de performance établissement est en baisse, plombée par les indicateurs qualité, formation ou coût (TDC) : 587 € en 2014 contre 802 € en 2013. Les salariés n'ont pas à payer les conséquences de la politique de la direction : V3P, plan de formation...

Après le Pascal*, le Carlos (*billet de 500 francs)

Le Conseil d'Administration, dans sa grande bonté, a décidé de compléter l'enveloppe intéressement de 11,3 millions d'euros. Tout juste le salaire de Ghosn en 2012. Pour chaque salarié, ça ne fera que 310 € de plus sur sa prime. On ne joue pas dans la même cour.

Forum externalisation

Il n'y avait pas foule au forum emploi du 11 février dans la Ruche. Les offres d'emplois chez Assystem, Altran ou Bertrand n'ont pas fait recette. Jusqu'à maintenant, c'étaient les prestataires qui cherchaient à se faire embaucher chez Renault. Pas l'inverse.

Y'AKKA pas lâcher

Vendredi dernier, les salariés d'AKKA étaient appelés à débrayer contre une modification du remboursement de leurs frais professionnels, qui leur ferait perdre de 300 à 1000 € par mois. Toulouse, Lyon, Grenoble, Belfort, Valence, une centaine à Guyancourt... Une mobilisation qui doit s'amplifier.